

ARRÊTÉ
autorisant la société PARC EOLIEN DU SAINBOIS
à construire et exploiter une installation de production d'électricité
utilisant l'énergie mécanique du vent
sur les communes de TOURNOISIS et LA CHAPELLE-ONZERAIN

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement notamment le titre VIII du livre I^{er} et le titre I^{er} du livre V (parties législatives et réglementaires), en particulier la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R.511-9 ;

VU le Code de la défense ;

VU le Code de la construction et de l'habitation ;

VU le Code rural et de la pêche maritime ;

VU le Code des transports ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté ministériel du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 relatif aux règles d'implantation des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par rapport aux enjeux de sécurité aéronautique ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

VU la décision ministérielle du 5 avril 2018 relative à la reconnaissance d'un protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé en mars 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2020 relatif au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane COSTAGLIOLI secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU la demande présentée le 24 décembre 2019, complétée le 9 mars 2021, 9 février 2022 et 7 mars 2023, par la société PARC EOLIEN DU SAINBOIS, dont le siège social est situé 18-20 rue Treilhard, 75008 PARIS, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale relative à une installation de

production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent d'une puissance nominale de 11 MW et regroupant cinq aérogénérateurs d'une puissance unitaire nominale de 2,2 MW, sur le territoire des communes de TOURNOISIS et LA CHAPELLE-ONZERAIN;

VU les pièces du dossier joint à la demande susvisée ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU l'accord de la Direction Générale de l'Aviation Civile du 3 février 2020 ;

VU l'accord du ministre des armées du 28 avril 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 mai 2023 actant le caractère complet et recevable de la demande d'autorisation environnementale susvisée ;

VU l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du 5 mai 2023 ;

VU la réponse du pétitionnaire à l'avis de la MRAe, transmise le 26 mai 2023 ;

VU la décision n°E23000090/45 du président du tribunal administratif d'Orléans, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2023, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société PARC EOLIEN DU SAINBOIS, concernant le projet de renouvellement de son parc éolien situé sur les communes de TOURNOISIS et LA CHAPELLE ONZERAIN, pendant 31 jours consécutifs, du 7 septembre au 7 octobre 2023 inclus ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de TOURNOISIS, LA CHAPELLE-ONZERAIN, VILLAMBLAIN, VILLENEUVE-SUR-CONIE, PATAY, COINCES, SAINT-PERAVY-LA-COLOMBE, SAINT-SIGISMOND, GEMIGNY, EPIEDS-EN-BEAUCE (Loiret), BEAUCE-LA-ROMAINE (Loir-et-Cher), VILLAMPUY, BAZOCHES-EN-DUNOIS, GUILLONVILLE et PERONVILLE (Eure-et-Loir) de l'avis au public ;

VU l'accomplissement des formalités de publicité de l'avis annonçant cette enquête publique ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le Loiret ;

VU les demandes d'avis sur ce dossier transmis aux conseils municipaux des communes de TOURNOISIS, LA CHAPELLE-ONZERAIN, VILLAMBLAIN, VILLENEUVE-SUR-CONIE, PATAY, COINCES, SAINT-PERAVY-LA-COLOMBE, SAINT-SIGISMOND, GEMIGNY, EPIEDS-EN-BEAUCE (Loiret), BEAUCE-LA-ROMAINE (Loir-et-Cher), VILLAMPUY, BAZOCHES-EN-DUNOIS, GUILLONVILLE et PERONVILLE (Eure-et-Loir) ainsi qu'aux conseils communautaires des communautés de communes de la Beauce Loirétaine, des Terres du Val de Loire, du Grand Châteaudun et du Cœur de Beauce ;

VU les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de TOURNOISIS et de LA CHAPELLE-ONZERAIN ;

VU l'avis favorable émis par le conseil communautaire de la communauté de communes de la Beauce Loirétaine ;

VU le registre d'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 8 décembre 2023 ;

VU la notification au pétitionnaire de la date de réunion de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation « Sites et Paysages », et des propositions de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – formation « Sites et Paysages » sur le projet d'arrêté amendé sur ses articles 1.5 et 4.1 en réponse aux interventions du pétitionnaire, et corrigé des erreurs signalées en séance du 15 décembre 2023 ;

VU l'absence d'observation formulée explicitement le pétitionnaire lors de la séance du 15 décembre 2023 sur le projet d'arrêté susvisé amendé par la commission départementale de la nature, des sites et des paysages ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre de la rubrique n° 2980-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le projet d'arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'implantation du projet de parc éolien s'inscrit dans les enjeux thématiques et orientations du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) approuvé par le préfet de région le 4 février 2020 ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a répondu à l'ensemble des recommandations émises par la MRAe ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable assorti d'une réserve émis par le commissaire enquêteur ;

CONSIDÉRANT les avis exprimés par les conseils municipaux et les conseils communautaires du territoire d'implantation du projet de parc éolien ;

CONSIDÉRANT que le paysage et la conservation des sites et des monuments comptent au nombre des intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet, qui consiste à implanter cinq aérogénérateurs doit prendre en compte les enjeux locaux ;

CONSIDÉRANT que l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en exploitation du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique et ce dans les 6 mois suivants la mise en service industrielle du parc ;

CONSIDÉRANT que les points retenus pour cette campagne seront partagés avec les communes d'implantation avant mise en œuvre des contrôles ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant étudiera, à l'issue de cette campagne, toutes les mesures possibles afin d'étendre son bridage sur les périodes nocturnes, par vent de sud-ouest ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'appliquer un bridage pour la protection des chiroptères, pour l'ensemble des éoliennes ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé à mettre en place les mesures suivantes pour tenir compte de la faible garde au sol des aérogénérateurs renouvelés :

- bridage de l'ensemble des éoliennes pendant les périodes d'activités sensibles des chiroptères ;
- suivi environnemental renforcé pendant les trois premières années d'exploitation de l'installation renouvelée, incluant des écoutes en hauteur à l'aide d'enregistreurs positionnés en nacelle et sur le mât d'une éolienne afin de couvrir la totalité de la zone de balayage du rotor.
- La mise en place sur les aérogénérateurs E2 et E3 d'un dispositif de détection de l'avifaune couplé au déclenchement d'un signal acoustique d'effarouchement et/ou à l'arrêt des rotors ;

CONSIDÉRANT que l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié impose que le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit effectuer les travaux de construction ou de démantèlement du parc éolien sans nuire à la reproduction de l'avifaune et qu'il doit suivre plus particulièrement la mortalité de l'avifaune et des chiroptères dès la mise en service industrielle du parc conformément au protocole de suivi environnemental en vigueur a minima pendant la durée du bridage chiroptère ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions spécifiques, relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances, sont reprises dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT les nombreuses mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues par le pétitionnaire concernant le projet de parc éolien, depuis la conception jusqu'au démantèlement ;

CONSIDÉRANT les engagements pris par l'exploitant pour la mise en œuvre du démantèlement du parc éolien existant tel que décrit dans son dossier de demande d'autorisation du 24 décembre 2019 complété ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT qu'en application du second alinéa de l'article R.181-40 du Code de l'environnement, il n'y a pas lieu de procéder à la procédure contradictoire prévue par le 1^{er} alinéa de l'article précité, les observations du pétitionnaire ayant été entendues en séance de la commission départementale de la nature, des sites et des paysages du 15 décembre 2023 ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

CHAPITRE 1 : Dispositions générales

Article 1.1 Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du Code de l'environnement ;
- d'autorisations prévues par les articles L.5111-6, L.5112-2 et L.5114-2 du Code de la défense, autorisations requises dans les zones de servitudes instituées en application de l'article L.5113-1 de ce Code et de l'article L.54 du Code des postes et des communications électroniques et par l'article L.6352-1 du Code des transports, lorsqu'elles sont nécessaires à l'établissement d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 1.2 Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La société PARC EOLIEN DU SAINBOIS, dont le siège social est situé 18-20 rue Treilhard, 75008 PARIS, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1.1, sous réserve du respect des prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 1.3 Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y		
Aérogénérateur n° E2	598 381	6 769 508	Tournoisis	ZB 45
Aérogénérateur n° E3	597 852	6769679	Tournoisis	ZB 50
Aérogénérateur n° E4	597 433	6 769 782	Tournoisis	ZB 50
Aérogénérateur n° E5	596 868	6 769 952	La Chapelle-Onzerain	ZO 13
Aérogénérateur n° E6	596 173	6770199	La Chapelle-Onzerain	ZO 11
Poste de livraison n° PDL	598 401	6769771	Tournoisis	ZC 30

Article 1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation déposé par le

demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 1.5 Information

L'exploitant informe le préfet du Loiret et l'inspection des installations classées, au moins un mois avant, de la date prévue pour le démarrage du chantier de construction. Il joint à cet effet le document prévu à l'article 3.1 du présent arrêté.

De même, l'exploitant informe préalablement le préfet du Loiret et l'inspection des installations classées de la date de mise en service industrielle des installations. Il transmet à cette occasion la notice de fonctionnement détaillée, prévue à l'article 2.9 du présent arrêté, des aérogénérateurs et des principaux dispositifs de sécurité.

La mise en service industrielle des aérogénérateurs visés à l'article 1.3 du présent arrêté n'est autorisée qu'à l'issue de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions prévues à l'article 4.1, de cet arrêté, hors démantèlement et comblement des fondations et des chemins. Dans un délai maximal de trois mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs visés à l'article 1.3, l'exploitant procède au démantèlement et au comblement des fondations et des chemins visés à l'article 4.1. À défaut, les aérogénérateurs visés à l'article 1.3 sont mis à l'arrêt.

CHAPITRE 2 : Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du Code de l'environnement

Article 2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique et alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Régim e	Nature de l'installation
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur de mât est supérieure ou égale à 50 m.	A	<ul style="list-style-type: none">- 3 aérogénérateurs (E4, E5 et E6) VESTAS V110, d'une puissance unitaire maximale de 2,2 MW, d'une hauteur maximale de mât de 80 m au moyeu, d'un rotor de diamètre 110 m (hauteur totale maximale en bout de pale de 135 m),- 2 aérogénérateurs (E2 et E3) VESTAS V110, d'une puissance unitaire maximale de 2,2 MW, d'une hauteur maximale de mât de 70 m au moyeu, d'un rotor de diamètre 110 m (hauteur totale maximale en bout de pale de 125 m),- poste de livraison

A : installation soumise à autorisation

Article 2.2 Conformité des installations

Les installations du parc éolien doivent être exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Article 2.3 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.1.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application des articles R.515-101 à R.515-104 du Code de l'environnement et de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé par la société Parc éolien du SAINBOIS, s'élève à :

Pour chacun des 5 aérogénérateurs VESTAS V110 d'une puissance unitaire installée de 2,2 MW :

- $Cu = 75\,000 + 25\,000 \times (2,2 - 2) = 80\,000 \text{ €}$
- Soit un montant total initial de la garantie financière de :
- $M = 5 \times 80\,000 \text{ €} = 400\,000 \text{ euros TTC.}$

L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

Article 2.4 Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

Article 2.4.1 Suivi de l'avifaune et des chiroptères

Pour réduire les impacts des travaux durant la période de reproduction de l'avifaune à proximité de l'emprise du projet :

- Les travaux d'implantation ou de démantèlement des éoliennes ne peuvent débuter entre le 1^{er} avril et le 31 juillet.
- En cas d'interruption des travaux supérieure à deux semaines, intervenant entre les mois d'avril et de juillet, les travaux ne peuvent redémarrer durant cette période qu'après vérification par un expert qualifié de l'absence de nidification d'une espèce protégée dans l'emprise des travaux et à leurs abords. Le rapport établi par l'expert est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les plateformes sont entretenues afin qu'elles ne constituent pas des zones préférentielles de développement de la biodiversité.

L'éclairage permanent du pied des aérogénérateurs est interdit. Un éclairage à déclenchement manuel est autorisé sous réserve d'une lumière orange, orientée vers le sol.

Le suivi environnemental est réalisé conformément aux dispositions prévues à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé et aux dispositions du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version en vigueur. Dans la mesure du possible, il est coordonné avec les autres parcs éoliens en exploitation et les données collectées en termes d'activité et de mortalité sont partagées afin d'apprécier les effets cumulés des aérogénérateurs.

La période de réalisation du suivi couvre a minima l'ensemble de la période de bridage.

Le suivi de mortalité est réalisé au pied de chaque éolienne, à raison d'un minimum de 40 passages entre début avril et fin octobre distribués de la façon suivante :

- a minima, 1 passage par semaine du 1^{er} mai au 31 juillet ;
- a minima, 2 passages par semaine du 1^{er} août au 30 septembre ;
- a minima, 1 passage par semaine du 1^{er} octobre au 31 octobre.

Le suivi de l'activité acoustique des chiroptères est réalisé a minima d'avril à octobre inclus, au moyen de dispositifs d'enregistrement positionnés :

- sur nacelle d'éolienne ;
- sur le mât de l'éolienne afin de couvrir la totalité de la zone de balayage du rotor.

Le suivi des nichées des Busards, consistant à détecter les nids et à mettre en place les mesures de protection nécessaires en lien avec les propriétaires des parcelles, est réalisé dans un rayon de 2 km autour des aérogénérateurs. Ce suivi est couplé avec une analyse des comportements des busards dans le rayon précité de l'installation visant à établir les distances et hauteurs de vol par rapport aux rotors ainsi que les comportements de l'espèce en réponse aux mesures d'effarouchement.

Le suivi environnemental doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle des aérogénérateurs renouvelés afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Ce suivi est conduit **lors des trois premières années qui suivent la mise en service industrielle**. Il est reconduit tous les 10 ans à compter de la mise en service industrielle selon les dispositions du présent article, à l'exception des mesures spécifiques au suivi des nichées de Busards.

Ces études sont conduites par une personne ou un organisme qualifié. Le rapport contient en outre les écarts de ces résultats par rapports aux analyses précédentes ainsi que d'éventuelles propositions de mesures correctives, le cas échéant. Le rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant engage sous un délai maximum de 6 mois les mesures préconisées dans le rapport de suivi environnemental de mortalité et d'activité de l'avifaune et des chiroptères.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité". Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées.

Article 2.4.2 Mesures spécifiques à la protection des chiroptères

Un bridage consistant en la mise en drapeau des 5 aérogénérateurs est réalisé comme suit :

- **du 1^{er} avril au 31 mai, de 20 heures à 4 heures**, si la vitesse de vent est inférieure ou égale à **6 m/s**, la température supérieure à **13°C** et en cas d'absence de pluie forte (> 0,5 mm/h) (valeurs mesurées à hauteur de nacelle) ;
- **du 1^{er} juin au 31 juillet, de 21 heures à 5 heures**, si la vitesse de vent est inférieure ou égale à **6 m/s**, la température supérieure à **13°C** et en cas d'absence de pluie forte (> 0,5 mm/h) (valeurs mesurées à hauteur de nacelle) ;
- **du 1^{er} août au 31 octobre, de 20 heures à 4 heures**, si la vitesse de vent est inférieure ou égale à **6 m/s**, la température supérieure à **13°C** et en cas d'absence de pluie forte (> 0,5 mm/h) (valeurs mesurées à hauteur de nacelle) ;

La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.

Ces mesures seront couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température, pluviométrie).

En fonction des données, qui seront mesurées pendant l'exploitation du parc et qui complèteront celles figurant dans l'étude faune flore jointe à l'étude d'impact figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, les modalités de bridage des éoliennes pourront être réexaminées, sur demande justifiée de l'exploitant, après analyse par l'inspection des installations classées.

2.4.3 Mesures spécifiques à la protection de l'avifaune

Les aérogénérateurs E2 et E3 sont équipés d'un dispositif permettant de prévenir efficacement toute collision de l'avifaune avec leur rotor, composé des systèmes suivants :

- caméras haute résolution ;
- système d'effarouchement acoustique ;
- modes de bridage.

Le dispositif est conçu pour que toute détection par les caméras donne lieu au déclenchement de l'effarouchement acoustique et/ou du bridage consistant à mettre en drapeau les pales.

Le système de détection par caméras est conçu et installé de manière à couvrir des angles minimaux de 360° à l'horizontale et 240 ° à la verticale autour de chaque éolienne. Il est calibré pour permettre la détection de tout oiseau (quels que soient l'espèce et son gabarit) dans un rayon de 100 m d'un aérogénérateur.

Le système d'effarouchement acoustique est modulable en fréquence et en intensité afin de s'adapter aux espèces d'avifaune à protéger (comportement de vol, sensibilité à l'effarouchement) et aux caractéristiques techniques des aérogénérateurs. Le signal émis est dirigé préférentiellement dans l'axe de l'espèce détectée.

Le temps de réponse global du dispositif entre la détection de l'avifaune et la mise en œuvre du système d'effarouchement acoustique et/ou l'arrêt du rotor est compatible avec l'objectif de protection de l'avifaune

L'installation est conçue pour permettre d'identifier tout dysfonctionnement du dispositif de protection de l'avifaune. En cas de dysfonctionnement, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt. Le redémarrage de l'aérogénérateur n'est possible qu'une fois l'ensemble du dispositif de protection de l'avifaune à nouveau opérationnel.

Les caractéristiques techniques, le réglage des équipements et les conditions de maintenance sont consignés dans le manuel visé à l'article 19 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié sus-visé.

La mise en place effective et le caractère opérationnel du dispositif de protection de l'avifaune sur chaque aérogénérateur doivent pouvoir être justifiés, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'efficacité du dispositif est vérifiée par l'exploitant et fait l'objet d'un rapport annuel dans lequel sont consignées a minima les données et évaluations suivantes : nombre d'individus détectés, espèces contactées, faux positifs (détection / arrêt pour des espèces non ciblées), nombre d'arrêts, accoutumance des espèces aux aérogénérateurs, éventuelles mesures d'ajustement du dispositif à mettre en œuvre en réponse aux constats. Ce rapport est a minima établi au terme de chacune des trois premières années d'exploitation du parc éolien puis tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre de l'année en cours.

Les mesures d'accompagnement suivantes sont mises en œuvre pour une durée minimale de 5 ans :

- Mesures agro-environnementales en faveur des Busards consistant à mettre a minima 1 ha de parcelles agricoles en luzerne (pour la nidification) et 1 ha de parcelles agricoles en jachère (aire d'alimentation). Les parcelles retenues sont positionnées à plus de 2 km de tout parc éolien ;
- Mesures agro-environnementales en faveur du Faucon crécerelle consistant à mettre en place des perchoirs et des nichoirs sur des parcelles positionnées à plus de 2 km de tout parc éolien.

Ces mesures d'accompagnement font l'objet d'un suivi quinquennal par un écologue expert afin d'apprécier leur efficacité. Les données sont consignées et analysées dans un rapport transmis à l'inspection des installations classées. Le rapport statue sur la nécessité de maintenir ces mesures d'accompagnement sur toute la durée d'exploitation du parc éolien.

2.4.4 Protection du paysage et du patrimoine

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré. Le poste de livraison est recouvert d'un bardage bois.

Article 2.5 Mesures spécifiques liées au bruit

L'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement avec bridage des aérogénérateurs du parc lorsque les conditions identifiées dans l'étude acoustique figurant dans le dossier conduisent à un dépassement des niveaux d'émergence réglementaire vis-à-vis des habitations les plus exposées et/ou des niveaux sonores maximum admissibles tels que définis par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.

Dans les 6 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant met en œuvre, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore en périodes diurne et nocturne par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées, si possible par un autre organisme que celui qui a réalisé l'étude d'impact acoustique, selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.

Les emplacements des mesures sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans l'étude acoustique figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, sous réserve de l'accord des riverains concernés.

Si l'un ou plusieurs de ces points de mesure ne pouvaient être identiques à ceux retenus dans l'étude acoustique susvisée, ils seront remplacés par des points proposés par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, les emplacements retenus sont communiqués pour avis aux mairies d'implantation du parc et de Villeneuve-sur-Conie avant le démarrage de la campagne de mesure.

Le cas échéant, le contrôle est réalisé dans des conditions de fonctionnement prenant en compte le plan de fonctionnement (bridage) des installations, défini dans l'étude acoustique figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Dans les 3 mois suivant l'achèvement de la campagne de mesures acoustiques, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de la campagne de mesure des niveaux d'émission sonore avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

En cas de dépassement des seuils réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant établit et met en place, dans un délai de 6 mois suivant l'achèvement de la campagne de mesures acoustiques, un nouveau plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles. À cette occasion, l'exploitant étudiera l'opportunité d'étendre son bridage sur les périodes nocturnes, et notamment par vent de sud-ouest. Il s'assure de son efficacité par un nouveau contrôle, dans un délai de 9 mois suivant l'achèvement de la campagne de mesures acoustiques.

Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant de leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de la campagne de mesure des niveaux d'émissions sonores ainsi que les éventuelles dispositions correctives mises en œuvre font l'objet d'une restitution aux élus des communes d'implantation et de VILLENEUVE-SUR-CONIE.

La mise en place effective du plan de fonctionnement doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Ce contrôle initial est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'inspection des installations classées pourra demander.

Article 2.6 Balisage

Le balisage des aérogénérateurs respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne, et en particulier les dispositions suivantes :

- Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés ;
- Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms.

Article 2.7 Mesures spécifiques liées à la sécurité

Les coordonnées d'une personne ou d'un opérateur représentant l'exploitant, pouvant être joint à tout moment et à même de gérer une situation anormale telle qu'un incendie, sont communiquées aux services d'incendie et de secours avant le début de travaux et avant la mise en service industrielle des installations. Elles devront être accompagnées :

- d'un plan d'implantation et d'accès aux éoliennes et postes de livraison, avec le nom du parc, le nombre d'éoliennes, leur numéro d'identification inscrit sur les mâts ainsi que leurs coordonnées GPS. L'exploitant doit informer les services d'incendie et de secours de toute modification de ces coordonnées intervenant lors de l'exploitation des installations ;
- du nom du constructeur ainsi que du modèle des éoliennes.

Un affichage visible reprenant les coordonnées d'une personne ou d'un opérateur représentant l'exploitant, pouvant être joint à tout moment et à même de gérer une situation anormale telle qu'un incendie, est effectué à l'intérieur du pied de mât de chaque aérogénérateur et du poste de livraison. Il est mis à jour en cas de modification de ces coordonnées.

Le poste de livraison est également doté d'extincteurs adaptés au risque et contrôlé annuellement par un organisme compétent.

Article 2.8 Maintenance et contrôles réglementaires

L'exploitant rédige et met en œuvre une procédure de supervision des entreprises prestataires, chargées de la maintenance et/ou des contrôles réglementaires. De même, cette procédure, ou tout autre document équivalent, doit préciser les modalités prévues à l'encontre d'un prestataire qui ne respecterait pas les procédures ou les fréquences de contrôles réglementaires.

Article 2.9 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les éventuels dossiers de modification ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- la notice de fonctionnement détaillée des aérogénérateurs et des principaux dispositifs de sécurité (réglage des capteurs, alarmes associées, mise en drapeau des pales, possibilités de redémarrage automatique ou non...). En outre, cette notice est transmise, avant mise en service industrielle du parc éolien, à l'inspection des installations classées,
- la procédure visée à l'article 2.8 ci-dessus et tout document justifiant de son application,
- l'acte de cautionnement des garanties financières mentionné à l'article 2.3 ci-dessus ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres des 5 dernières années, répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 susvisé. Ces documents peuvent être informatisés mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 3 : Dispositions particulières relatives à la cessation d'activité

Article 3.1 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures des articles R.515-105 à R.515-108 du Code de l'environnement pour l'application de l'article R.181-43, l'usage à prendre en compte lors de l'arrêt définitif de l'installation précisée à l'article 2.1 du présent arrêté est le suivant : réhabilitation en vue de permettre un usage agricole.

Lorsque l'installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet du Loiret la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site conformément aux dispositions prévues par l'article R.515-106 du Code de l'environnement et à la section 7 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.

CHAPITRE 4 : Dispositions particulières relatives aux phases de travaux de démantèlement des installations existantes

Article 4.1. Mesures liées à la déconstruction des installations existantes

Les conditions de démantèlement des installations en vue de leur renouvellement sont régies par les dispositions des articles R.515-105 à R.515-108 du Code de l'environnement et de la section 7 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

L'usage à prendre en compte lors du démantèlement des installations existantes est une réhabilitation en vue de permettre un usage agricole.

Sans préjudice des mesures de l'article R.515-106 du Code de l'environnement, les opérations de démantèlement comprennent :

- l'excavation de la totalité des fondations des aérogénérateurs, jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux ;
- le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à

proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état et sauf pour les aires de grutage et les chemins d'accès des éoliennes E2 et E3 qui font l'objet d'un réemploi partiel dans le cadre des nouvelles installations.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Article 4.2. Attestation de démantèlement et de remise en état

Lorsque les travaux, prévus à l'article R.515-106 du Code de l'environnement et par le présent arrêté, sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet et lui transmet l'attestation établie par l'entreprise mentionnée au 5° de l'article R.515-106.

L'attestation est également transmise au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ainsi qu'au propriétaire du terrain.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES

Article 5.1 : sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5.2 : publicité

Pour l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairies de TOURNOISIS et LA CHAPELLE-ONZERAIN où elle peut être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois par ces mairies. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- communication de cet arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimum de quatre mois.

Article 5.3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, les maires des communes de TOURNOISIS et de LA CHAPELLE-ONZERAIN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le

22 DEC. 2023

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,

Stéphane COSTAGLIOLI



Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181.50 du Code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.